

Faut-il craindre une stagnation des niveaux de vie dans les économies développées ?

Analyse du sujet

Niveaux de vie au pluriel, une bonne mesure est alors le niveau de vie moyen qui dépend fondamentalement du PIB/hab sans préjuger de la manière dont il se distribue à la fois au sein de l'économie (inégalités et pauvreté) et comment (salaires / profits, mais aussi baisse de prix et du temps de travail voire extension de la protection sociale quand on pense à la manière dont les gains de productivité alimentent la hausse du niveau de vie).

Stagnation du PIB/hab dans les économies développées (# des PED où la question est celle de l'inégale développement entre pays émergents et PMA), donc la question de l'état stationnaire (Ricardo, Solow, mais aussi Baumol dans une perspective structurelle, celle de la tertiarisation), cad une question ancienne, mais renouvelée par le débat sur la stagnation séculaire (Hansen pour l'origine de l'expression, Summers et Gordon pour les versions contemporaines respectivement dans une optique de demande et d'offre). Des questions dans les deux cas d'offre d'abord, demandées ensuite, mais aussi de politiques économiques (conjuncturelles et structurelles), même de répartition et d'institutions du capitalisme des économies développées (le rôle des inégalités notamment).

Autrement dit, alors que la question de la croissance endogène des économies développées avait semble-t-il été réglée par les économistes contemporains (D. Romer, R. Lucas, etc.), la crise de 2008 est venue leur rappeler à la fois que le keynésianisme n'était pas mort (contre R. Lucas) et que l'interrogation sur l'état stationnaire restait fondamentale (la zone euro n'a retrouvé qu'en 2016 son PIB de 2007, soit une décennie perdue qui en pourrait en annoncer d'autres, de « croissance zéro » (P. Artus) ou presque). L'optimisme dans un progrès technique permanent, solution de tous les maux y compris ceux faits à l'environnement (la soutenabilité faible), était certainement excessif.

Une question supplémentaire peut alors se poser, celle des conséquences négatives associées à la stagnation des niveaux de vie. Si le gâteau cesse de s'accroître, le sort des uns ne s'améliore qu'au détriment de celui des autres : la concurrence entre les individus s'exacerbe. On pouvait développer un peu ce point, autrement dit expliciter la crainte de la stagnation des niveaux de vie au-delà d'une remise en cause de l'enrichissement réel (conception des économistes depuis A. Smith).

Dès lors, le temps est-il venu de voir les niveaux de vie stagner dans les économies développées ?

Proposition de plan

1) Les niveaux de vie ont progressé à la faveur de l'industrialisation et d'une croissance fordiste jusque dans les années 1970.

Malgré la menace de l'état stationnaire (**Ricardo, Solow**) liée aux rendements décroissants dans l'accumulation du capital, la croissance du niveau de vie dans les économies développées, enclenchée à la faveur de leur industrialisation au XIXe, s'est poursuivie, ce dont les théories de la croissance endogène (facteurs d'offre) ont cherché à rendre compte alors que la régulation fordiste avait également contribué à l'élévation des niveaux de vie.

2) Mais les économies développées semblent de moins en moins aptes à augmenter les niveaux de vie depuis les années 1980.

Cependant les gains de productivité ont progressivement conduit à la tertiarisation des économies développées, poussant à la baisse leurs croissances potentielles (**Baumol**) et la régulation fordiste des économies développées s'est également affaiblie. La politique économique conjoncturelle a perdu en efficacité depuis les années 1970 et les promesses de l'économie de l'offre d'une croissance relancée par la hausse des inégalités ont été déçues. La concurrence des pays émergents érode les AC et contribue à la polarisation du marché du travail dans de nombreuses économies développées.

3) Le risque actuel d'une stagnation séculaire appelle à d'urgentes révisions de la politique économique tant ses effets sont délétères sur les niveaux de vie.

La stagnation séculaire (**Hansen**) s'affirme pour des raisons de demande (**Summers, Krugman**) et d'offre (**Gordon**). Mais également car le retour, certes inégal selon les économies développées, du keynésianisme budgétaire et plus encore monétaire face à la crise économique de 2008 s'est révélé insuffisant*. Le risque de guerre des monnaies et de guerre de compétitivité (le mauvais exemple européen), la hausse de la pauvreté et des inégalités, appellent à favoriser la coopération entre les nations et à repenser les politiques conjoncturelles et structurelles**.

Pistes pour

* : un paragraphe qui pourrait facilement être construit à l'aide d'une fiche sur **Brender et Pisani, L'économie américaine, 2018.**

** : non pas davantage de libéralisation du marché du travail, mais plutôt un salaire minimum européen ; une hausse des salaires dans les pays en excédent courant (l'Allemagne), la hausse de l'investissement public (du conjoncturel si on veut avec des eurobonds ou un desserrement des règles du TSCG, mais aussi du structurel avec une remise en cause du pouvoir actionnarial), la régulation accrue de la finance de marché, etc.